

FICHE 8 : Le droit spécial des associations

Les types d'association sont très nombreux. Des règles spéciales ont été édictées pour tenir compte de leurs spécificités, en particulier le particularisme de leur activité. Sans pouvoir toutes les envisager, nous nous attacherons ici aux associations ayant une activité économique (1.), aux associations ayant une activité agréée (2.) et aux associations ayant une mission de service public (3.).

1. Les associations ayant une activité économique

La loi de 1901 n'a pas conçu l'association pour exercer une activité économique. On oppose d'ailleurs classiquement les associations aux sociétés par le caractère désintéressé de la première et le caractère lucratif de la seconde. Cependant aujourd'hui, cette opposition ne présente plus un caractère absolu. En effet, l'association peut avoir une certaine activité économique à partir du moment où son objet, c'est-à-dire son objectif final est désintéressé. On constate d'ailleurs que les associations ayant une activité économique sont de plus en plus nombreuses et elles emploient de plus en plus de personnes : plus de 80.000 salariés.

La seule interdiction faite à l'association est de distribuer ses bénéfices aux associés. La loi de 1901 ne lui interdit cependant pas d'en faire et de rémunérer ses dirigeants et salariés. Le Conseil Constitutionnel l'a d'ailleurs affirmé : « Considérant que le principe, constitutionnellement garanti, de liberté d'association n'interdit pas aux associations de se procurer les ressources nécessaires à la réalisation de leur but, qui ne peut être la partage de bénéfices entre leurs membres, par l'exercice d'activités lucratives » (Ccel, 25 juill. 1984).

L'exercice d'une activité économique sous la forme associative présente de nombreux avantages. L'association peut avoir accès aux subventions publiques, elle bénéficie, au moins sur le terrain des principes, d'une fiscalité avantageuse et n'est pas soumise aux exigences comptables des sociétés commerciales. Ces avantages font d'ailleurs parfois apparaître les associations ayant une activité économique comme des concurrents déloyaux des sociétés commerciales. Aussi, des dispositions ont été prises pour réduire les avantages de la forme juridique de l'association :

- les associations sont soumises aux règles du droit commercial (liberté de la preuve, compétence des tribunaux de commerce) si elles réalisent régulièrement, et non pas occasionnellement à titre accessoire, des opérations de commerce énumérées par l'art. 632 du C. de commerce (ex. : achat pour revendre). Les auteurs sont partagés sur le point de savoir si une association peut acquérir la qualité de commerçant. Une certitude : les associations ne sont pas soumises à l'obligation d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés (RCS) (sauf celles qui émettent des valeurs commerciales sur le fondement de la loi du 11 juill. 1985) et si immatriculation il y a (là encore, les avis sont partagés sur le point de savoir cette inscription est possible), elle est insuffisante à conférer la qualité de commerçant ;
- les associations peuvent être assignées en concurrence déloyale par d'autres entreprises ;
- les associations ne peuvent, sous peine de sanctions pénales, « de façon habituelle, offrir des produits à la vente, les vendre ou fournir des services si ces activités ne sont pas prévues par les statuts » ;
- les associations peuvent émettre des obligations pour se procurer des ressources financières si elles exercent une activité économique depuis plus de 2 ans et à la condition de se soumettre à la comptabilité applicable aux sociétés commerciales (loi du 11 juill. 1985) ;
- les associations qui réalisent des opérations commerciales dans un but lucratif peuvent relever des mêmes impôts et taxes applicables aux sociétés (TVA, impôt sur les sociétés, et parfois taxe professionnelle).

De plus, il faut rappeler qu'une association, comme toute personne morale, exerçant ou non une activité économique, relève des dispositions de la loi du 25 janv. 1985 sur les entreprises en difficultés. En effet, la procédure de redressement judiciaire est applicable à toutes les associations déclarées qu'elles aient ou non une activité économique. Cependant, le fait que l'association exerce une activité économique lui permet de profiter des procédures préventives, tels le règlement amiable et la procédure d'alerte. De plus, ses dirigeants peuvent être personnellement déclarés en redressement judiciaire.

2. Les associations ayant une activité agréée

L'agrément désigne une approbation donnée par une autorité administrative compétente à l'échelon national, régional ou local : ministre, préfet, commune, etc... Le pouvoir d'appréciation est discrétionnaire mais tout refus d'agrément doit être motivé. Le refus ne peut faire l'objet d'un recours juridictionnel. Néanmoins, le juge peut contrôler la légalité de la décision.

La délivrance de l'agrément est subordonnée à diverses conditions, variables selon le type d'activité envisagé : solvabilité financière, compétence technique, moralité, respect des obligations imposées, adoption de statuts-types, assurance, etc... Ces conditions visent à protéger les membres de l'association et/ou à assurer la qualité de la prestation proposée. L'agrément peut faire l'objet d'un retrait si l'association ne remplit plus les conditions requises ou en cas de motifs graves. La procédure de retrait est identique à la procédure de délivrance de l'agrément. L'association doit pouvoir faire valoir ses arguments de défense.

Dans certains domaines d'activités, la loi conditionne la possibilité d'exercer cette activité à l'obtention d'un agrément. C'est ainsi le cas pour les associations de défense des consommateurs, les associations de protection de la nature et de l'environnement et de l'amélioration du cadre de vie, les associations d'aide médicale, les associations de premier secours ou plus récemment les associations chargées de recueillir les fonds et de tenir la comptabilité d'un parti politique, les associations ayant pour objet principal l'organisation de voyages, les organismes de transfusion sanguine, etc...

Les associations qui bénéficient d'un agrément sont globalement dans une situation de faveur. Divers avantages peuvent leur être accordés :

- des subventions : très souvent, seules les associations agréées peuvent être subventionnées (ex. : les associations sportives) ;
- des exonérations de prélèvements obligatoires pour certaines associations qui exercent cependant une activité économique ;
- des avantages financiers indirects, tel que la mise à disposition de locaux publics ou d'agents publics ;
- l'exercice d'une action civile collective qui peut n'être reconnue qu'à certaines associations agréées.

3. Les associations ayant une mission de service public

L'administration a souvent recours aux associations pour l'exercice d'une activité de service public. Cette activité est une prestation de service soumise à un régime spécial de droit public en raison de l'intérêt que les pouvoirs publics y attachent. Elle peut être confiée à une personne morale de droit privé qu'est l'association qui sera sous le contrôle d'une personne de droit public.

La mission de service public peut être exercée par une association parce qu'elle poursuit une mission d'intérêt général. Elle peut aussi être exercée à la suite d'une délégation de service public. La délégation de service public ne peut avoir lieu que si plusieurs conditions sont réunies :

- la loi ne doit pas imposer de recourir à un autre mode d'exercice ;
- le service public ne doit pas être au nombre de ceux qui, par leur nature ou la volonté du législateur, doivent être assumés par la collectivité territoriale elle-même ;
- la délégation doit être sincère et non pas le moyen de contourner les règles de la comptabilité publique.

La délégation est accordée de façon discrétionnaire. La personne publique reste maître du service et peut à tout moment mettre fin à la délégation en respectant la procédure. La personne publique exerce les contrôles prévus par la délégation. Cependant, la personne de droit public ne peut s'immiscer dans la vie intérieure de l'association, sous peine de porter atteinte à la liberté d'association. Les relations entre les usagers et l'association relèvent du droit privé. L'association est cependant soumise à un certain nombre de règles spécifiques à l'exercice d'un service public (égalité des usagers, obligation de continuité du service, obligation de réparer les dommages causés aux usagers par un dysfonctionnement du service, obligation de communiquer les documents ayant trait au service). En contrepartie, l'association délégataire est titulaire de prérogatives de puissance publique : elle peut ainsi prendre des règlements pour assurer le bon fonctionnement du service. Les actes accomplis sur le fondement de ces prérogatives relèvent alors de la compétence des juridictions administratives.